

Département de Seine et Marne  
Maison de la Sécurité et de la Prévention  
Service Police Municipale  
FB/MD/MM

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
Liberté-Egalité-Fraternité

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

Le MAIRE de VILLEPARISIS

ARRETE PERMANENT  
N°2026-12445  
« CREATION D'EMPLACEMENT DE  
STATIONNEMENT POUR PERSONNES A  
MOBILITE REDUITE »

**Vu**, la loi modifiée n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

**Vu**, le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2212-5, L 2213-1 et le L 2213-2,

**Vu**, le Code de la Sécurité Intérieure et notamment ses articles L511-1 et L 511-2,

**Vu**, l'arrêté du 06 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 02 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

**Vu**, l'instruction interministérielle du 13 août 1977 sur la signalisation routière, modifié,

**Vu**, le Code de l'action Sociale et des familles et notamment l'article L 241-1 – L 241-2 – L241-3,

**Vu**, l'Arrêté du 28 décembre 2016 fixant le modèle de la Carte Mobilité Inclusion, prévu à l'article R. 241-13 du code de l'action sociale et des familles,

**Vu**, le Code de la Route et notamment l'article R417-11 - I/3,

**Considérant**, que la carte mobilité inclusion (CMI) a pour but de faciliter la vie quotidienne des personnes en situation de handicap et de perte d'autonomie,

**Considérant**, la nécessité d'aménager et de réserver un emplacement de stationnement aux automobilistes titulaires d'une carte ou macaron pour les personnes à mobilité réduite au niveau du numéro 32 bis rue Massenet,

Accusé de réception en préfecture  
077-217705144-20260430-PM26\_12445-AR  
Date de télétransmission : 30/04/2026  
Date de réception préfecture : 30/04/2026

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :**

Un emplacement de stationnement sera aménagé au niveau du numéro 32 bis rue Massenet. Il sera réservé à l'usage des automobilistes titulaires d'une Carte Mobilité Inclusion (CMI) ou Carte Européenne pour les personnes à mobilité réduite.

**ARTICLE 2 :**

L'emplacement du stationnement est matérialisé au sol et par un panneau réglementaire. Les utilisateurs de l'emplacement réservé devront être porteur du caducée qui doit être apposé en évidence sur le tableau de bord du véhicule.

**ARTICLE 3 :**

La durée du stationnement des bénéficiaires sur l'emplacement est limitée à une durée de 12 heures maximum.

**ARTICLE 4 :**

L'ensemble de la signalisation réglementaire (panneau de signalisation de type B6d et M6h) sera mis en place et maintenue aux endroits appropriés par les services techniques municipaux conformément au Code de la Route.

**ARTICLE 5 :**

Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois.

Tout arrêt ou stationnement de véhicule terrestre à moteur contrevenant en vertu de l'article 1 sera verbalisé et pourra être placé en fourrière par les forces de Police en application de l'article R.417-11 – 1 /3 du Code de la Route.

Tout arrêt ou stationnement de véhicule terrestre à moteur contrevenant en vertu de l'article 3 sera verbalisé et pourra être placé en fourrière par les forces de Police en application de l'article R.417-10 /II/ 10<sup>ème</sup> alinéa du Code de la Route.

**ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication.

**ARTICLE 7 :**

Ampliation :

Madame la Directrice Générale des Services

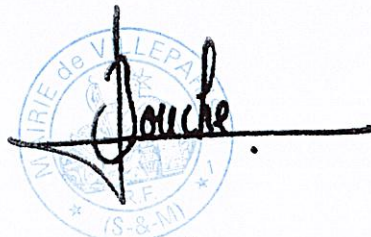
Monsieur le Directeur de la Police Municipale

Monsieur le Directeur des Services Techniques

Madame la Commissaire de la circonscription de la police Nationale de Villeparisis

sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Maire.

Villeparisis, le 23 avril 2026  
Le Maire, Frédéric BOUCHE



Accusé de réception en préfecture  
077-217705144-20260430-PM26\_12445-AR  
Date de télétransmission : 30/04/2026  
Date de réception préfecture : 30/04/2026

Accusé de réception en préfecture  
077-217705144-20260430-PM26\_12445-AR  
Date de télétransmission : 30/04/2026  
Date de réception préfecture : 30/04/2026